L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73.

NOUVELLE-ORLÉANS, MARDI MATIN, 21 AVRIL 1885.

58ème Année

Dufour, Donnet & Cie.,
Propriétaires Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La., as Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
MARDI, 21 AVRIL 1885.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an	$12 00
Six mois	6 00
Trois mois	3 00
Un mois	1 00

On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION DU DIMANCHE.

Un an	$2 00

Renferme deux feuilletons.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an	$3 00
Six mois	1 50
Quatre mois	1 00
Trois mois	75

Renferme deux feuilletons.

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc., qui se soldent au prix réduit de 10 cts la ligne, voir à la 3e page.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR

Par le shérif à la Bourse d'Encan Arcade, rue Magazine, un lot de terre avec les batisses et améliorations dans le deuxième district, dans l'îlot compris entre les rues Franklin, Douane, Treme et Bienville.

Par H. Stern & Co. dans leur salle d'encan, 35 Chartres, bottes, souliers et brodequins.

L'industrie de la soie en Louisiane.

Nous ne le rappelons—il y a de cela près de trois ans, il nous semble que c'était hier—nous reçevions, du Nord, des échantillons d'étoffes de soie fabriquées avec de la matiere première d'origine américaine. Il s'était déjà formé, de ce côté-ci de l'Atlantique, pour la culture de la soie, des associations qui avaient obtenu de grands succès. Si l'élevage du ver était possible à Philadelphie, en Pennsylvanie, à plus forte raison à la Nouvelle-Orléans, en Louisiane, dont le climat et le sol se prêtaient merveilleusement au développement de cette industrie, où le mûrier blanc vient naturellement et abondamment. La séricicultureu n'était pas, d'ailleurs une nouveauté dans le pays, on l'on avait jadis élevé des magnaneries, fait de très beaux cocons qui avaient produit de la soie excellente. C'était même à quelques milles d'ici, que l'on avait renouvelé la graine pour une contrée d'Europe ravagée par une épidémie. Tout militait, disait-on, en faveur de la culture de la soie, et les habitants, originaires, en grande partie, du Midi de la France et du Nord de l'Italie ou de l'Espagne, y étaient encore plus propres que la nature y était propice.

C'est alors que nous commençâmes, en faveur de l'élevage du ver à soie, une campagne qui a obtenu de sérieux résultats. On a planté de très nombreux mûriers, on a construit des magnaneries, on a propagé la graine; il s'est même fondé une filature qui a fait du bruit aux Etats-Unis, et attiré l'attention du gouvernement. Le département de l'Agriculture a cru dans son sein une division spéciale pour la culture de la soie, et une somme spéciale a été votée par le Congrès pour l'encouragement de l'industrie.

Le but que l'on poursuit est la production de la matiere premiere aussi bien que de la matière manufacturée, de telle sorte que l'industrie entière, à tous seslegrés, soit américaine. Or, la fabrication des étoffes est un fait acquis, elle est devenue une des branches les plus actives, les plus lucratives du travail national. Quant à la culture du mûrier, elle se propage tous les jours, et l'on produit maintenant des cocons à peu près partout, aux Etats-Unis. Reste à établir le dévidage et la filature proprement dite qui servent d'intermediaire entre les deux. C'est là précisément l'entreprise qu'a tentée, l'an dernier, M. Herbelin avec tant de succès. Il y avait consacré tout son temps, une grande partie de son capitaux, et l'administration de Washington, frappée de l'activité et de l'intelligence déployées par lui, l'avait, dès la fin de l'an dernier, nommé agent spécial de la division de la culture de la soie. M. Riley, entomologiste du gouvernement et M. Philip Walker, chef de la division, constituaient tous les deux fait, à la Nouvelle-Orléans, un voyage d'inspection, et l'ancien commissaire de l'agriculture, M. Loring, était extrêmement favorable au développement de l'industrie sericicole, à l'érection de filatures. Restait à avoir la récolte nécessaire, qui venait d'avoir lieu aux Etats-Unis, n'arrêterait on ne retarderait pas l'heureux mouvement.

Il n'en est heureusement rien. Le nouveau commissaire nommé par le président Cleveland, M. Norman Colman—l'éditeur de la meilleure revue agricole des Etats-Unis, le *Rural World*, est peut-être le plus ardent partisan qu'il ait aux Etats-Unis, des progrès industriels du Sud ; aussi, dès le lendemain de son installation, s'empressait-il de donner une nouvelle impulsion à la sériciculture. Par une mesure aussi habile qu'bonnête, il conservait près de lui MM. Riley et Philip Walker et les mettant à même de continuer l'œuvre qu'ils avaient commencée.

Déjà, dans son rapport au commissaire Loring pour l'année 1884, M. Riley disait : "Je reçois, à chaque instant, de toutes les parties de l'Union, des lettres dans lesquelles on demande au gouvernement de mettre les fonds dont il peut disposer au service de la sériciculture, afin d'établir, s'il est possible, un marché intérieur."

Comment, en effet, songer à propager cette production aux Etats-Unis, s'il n'y existe pas pour elle un placement sûr et facile, si elle est obligée de traverser l'Atlantique pour trouver un acquéreur. Le seul moyen de réussir, c'était d'introduire parmi nous la filature de la soie, et de l'aider à se développer, là où on l'on avait essayé déjà de l'établir.

C'est ainsi que M. Herbelin attirait, avant tout autre et d'une façon toute spéciale, l'attention du gouvernement.

"Plusieurs tentatives en ce genre, dit le rapport, ont été faites. L'établissement le plus considérable, et qui a le mieux réussi, est celui de M. Herbelin, de la Nouvelle-Orléans. Il a continué avec succès ses travaux de sériciculture : sa récolte de cocons a été abondante, il a fait une graine de choix dont il a distribué une grande quantité ; sa filature a fonctionné tant qu'il a eu des produits à filer. Il peut tirer de sa plantation assez de feuilles pour nourrir au moins trois millions de vers ; il a fait éclore 60 onces d'œufs, produit 5117 onces de cocons, et il peut augmenter son rendement chaque année.

Il s'employé, en 1884, jusqu'à 19 ouvriers dans sa filature et, dans la période de l'élevage, il est en état de donner de l'ouvrage à 125 personnes". De pareils faits devaient agir puissamment sur l'esprit des fonctionnaires du Bureau de l'Agriculture.

Adoptant une politique plus décisive, le gouvernement a pris à sa charge la direction de la filature de la soie de la Nouvelle-Orléans, tout en s'en laissant la surintendance complète et l'exploitation presqu'entière à M. Herbelin.

A partir d'aujourd'hui, l'établissement de ce dernier prend le nom de Filature de la soie des Etats-Unis (United States Silk Filature). Le directeur est autorisé à faire l'achat de tous les cocons récoltés de l'Union. La Nouvelle-Orléans se trouve, dès maintenant, constituée officiellement le marché de l'Union américaine, pour la soie à l'état de matière première.

On voit que les choses ont marché à pas de géant, depuis deux ans, et, si grande que fût notre confiance dans l'avenir de cette industrie en Louisiane, nous avouons que le succès dépasse nos espérances. Voilà non-seulement la sériciculture, mais l'industrie sérigène à son premier degré, celui du dévidage et de la filature, décidément installée chez nous, sous les auspices et avec l'appui matériel, effectif de l'Administration. La perspective est fort belle ; elle promet de devenir bien plus brillante encore, si les travaux de cette année répondent à l'attente des autorités de Washington. Nous ne voyons pas pourquoi ils n'y répondraient pas. Si le fondateur de la filature de la soie dans la Cité du Croissant, a pu, réduit à ses seules forces individuelles, ne disposant que de ses propres capitaux, obtenir des résultats si beaux, si inattendus, que ne fera-t-il pas, épaulé du crédit, soutenu par l'argent du gouvernement.

Il n'y a plus à douter des intentions de ce dernier ; il est décidé à favoriser l'essor de nos industries ; en ce qui concerne surtout celle de la soie, il en donne des preuves évidentes, irrécusables.

C'est à nous de profiter de la circonstance favorable et d'aider, de notre côté, au développement de la production et de la fabrication du premier, du plus précieux des textiles. Nous nous trouvons, grâce à une habile initiative, en avance des autres Etats ; ne nous laissons pas distancer par eux ; n'épargnons rien pour nous maintenir au premier rang. Si nous ne répondions pas aux efforts du Bureau de l'Agriculture, il pourrait peut-être transporter le siège principal de l'industrie et le marche de la soie ; ce serait pour nous un véritable désastre. Ne nous arrêtons donc pas en si beau chemin. Travaillons à propager une fabrication éminemment rémunératrice ; nous le pouvons d'autant plus aisément, nous le devons d'autant plus énergiquement, que nous trouvons, en haut lieu, un puissant appui, au moment où nous y pensions le moins.

Photographies des enfants faisant leur Première Communion, une spécialité chez L. Robira, rue Royale, 245.

LOUISIANE.

Le *Sugar Bowl and Farm Journal*, Nouvelle-Ibérie, paroisse Ibérie, du 18 avril :

Nous le disons avec regret—le temps est encore bien froid pour la saison. Dans cet conditions la végetation valentenait. Quant aux plantcurs, leurs travaux sont assez avancés, et les retardataires, s'il y en a, ne peuvent pas leur être reprochés.

Le plant de cannes lève à peine, mais les souches sont plus précoces. Le maïs est levé, lui aussi, et le coton nouvellement semé ne donne pas encore signe de vie. Le riz est dans de meilleures conditions.

—Nous recevons de la paroisse St. Landry, la lettre suivante :

"La saison, ici, est fort en retard, ce ne sont pas seulement les froidsqui ont duré plus que de raison, mais aussi les pluies. Il nous est tombé quatre pouces d'eau, le 2 du courant ; en deux semaines, il ne nous a été possible de labourer qu'un seul jour.

"Cependant, le maïs est en bon état. Presque tous les fermiers ont achevé de le semer. Presque pas de coton semé jusqu'ici. L'avoine pousse convenablement, ainsi que les pommes de terre.

"J'ai parcouru presque tous les Etats du Sud. La région dont je parle est peut-être la plus belle que j'y aie trouvée ; elle ressemble beaucoup à celles des comtés de Brazaria, de Fort Bend, dans le Texas, mais le fermin est plus élevé, et on la travaille avec plus de facilité. C'est probablement la région la plus salubre de la Louisiane ; on y rencontre des sources aussi belles que celles des montagnes de la Virginie.

"Deux causes ont empêché le développement de ce que l'on appelle la zone du sucre du Texas : les dégats produits par les bestiaux et les pâcs et les vols. On y retrouve les mêmes obstacles aujourd'hui.

Presque toutes les terres des environs de Washington, ont produit. l'an dernier, trois-quarts de balle de coton, malgré une sécheresse de cinq mois. Voilà bien des années qu'elles sont au culture, continuellement, sans assolement ni engrais ; on les labourre avec des poules et Attakapas qui se vendent de 25 à 30 dollars et qui se nourrissent au hasard dans les prairies. Vous gouvez vous imaginer ce qu'elles devraient rendre, si elles étaient bien cultivées. Nulle part, je n'ai reçu un accueil si franc, une si cordiale hospitalité. Il y a des centaines de mille hommes qui brulent d'envie de venir occuper ces riches terres. Ne nous y opposons pas, puisque nous ne pouvons les travailler nous-mêmes."

—Les jaunes gens de la Fausse Pointe veulent absolument relier cette localité à Lorenzville. Ils avaient essayé d'abord d'établir un télégraphe local ; ils n'avaient pas réussi. Ils vont maintenant unir la Nouvelle-Ibérie avec la Fausse Pointe, pour activer le mouvement des affaires.

—Il est fort question de fonder une association de construction ; elle rendrait de grands services. Elle livrerait les maisons payables par versements mensuels, pendant quatre ou cinq ans, avec un intérêt raisonnable.

L'Echo, Lake Charles, paroisse Calcasieu, du 18 avril :

Tout pousse admirablement, dans nos jardins, depuis les dernières pluies ; on peu de temps, nous aurons des légumes en abondance, à la grande joie de nos ménagères.

—Il y a une considération qui devrait nous engager à semer beaucoup de maïs, cette année. Il est probable que, par suite des débâcles entre la Russie et l'Angleterre, les céréales et les autres produits alimentaires vont hausser considérablement. Déjà, les prix ont haussé rien que par l'attente d'une déclaration de guerre. Si l'événement que l'on redoute a lieu, il y aura une grande demande de blé et de porc américains.

Nous engageons vivement nos concitoyens à réfléchir et à agir en conséquence. Travaillons donc de façon à nous assurer d'abondants approvisionnements de pain de farine et de maïs : c'est la plus vulgaire prudence qui nous l'ordonne.

—Si nous avions, sur les cours d'eau et les ravines de notre paroisse, de bons ponts, capables de résister aux pluies qui parfois les menacent, elle n'en serait que plus prospère et l'on se livrerait aux entreprises avec beaucoup plus de hardiesse qu'on ne le fait en ce moment.

Des ponts fragiles traversant de mauvaises routes sont autant de calamités pour un pays comme le nôtre, quels que soient, d'ailleurs, la qualité du sol et les avantage qu'on en peut tirer.

M. L. V. Touchy, qui habite maintenant Rayne, paroisse St-Landry, est venu nous faire visite dernièrement. Il nous a beaucoup vanté l'esprit d'initiative et d'entreprise des marchands et des hommes d'affaires de cette localité. Il nous a appris qu'ils avaient résolu de fermer leurs magasins le dimanche ; ils le font déjà commencé, la semaine dernière. C'est là une mesure que l'on ne peut qu'approuver, elle dénote chez eux beaucoup de sagesse, de jugement. Au point de vue de la santé même, Rayne y gagnera beaucoup ; il sera désormais permis aux employés de se reposer, un jour, la semaine, d'aller dans les églises remplir leurs devoirs religieux. Nous voudrions voir toutes les campagnes de la Louisiane suivre l'exemple de Rayne. Nos hommes d'affaires de Lake Charles n'en feront-ils pas autant !

—L'état sanitaire de notre petite ville n'a jamais été meilleur qu'à présent ; pas un seul cas de fièvre paludéenne ni de pneumonie ; quelques rhumes seulement, et nos docteurs n'ont, pour ainsi dire rien à faire.

Un homme compétent nous déclarait, hier, qu'il considère Lake Charles comme une des localités les plus salubres de tout le Sud ; il en donnait pour preuve que, pendant la saison d'hiver, il y avait eu moins de maladies que partout ailleurs en Louisiane. Ce fait seul en dit assez ; il devrait engager les hommes du Nord et de l'Ouest des régions froides et peu productives de ces deux sections, à venir s'établir dans la paroisse Calcasieu ils y trouveraient des terres et un climat qui n'ont de supérieurs nulle part.

Le Commercial, Lake Charles, paroisse Calcasieu, du 18 avril :

Des excursions spéciales ont été arrêtées en vue de l'Exposition, par la ligne Morgan Louisiana et Texas, à partir de Washington, Lne., avec escale à toutes les stations.

Les premières ont partie le 18, via Lafayette. Elle repart demain, mercredi 22, à 8 h. 30 du matin.

La seconde part de Washington, jeudi 23. Retour, 28 avril, à 8 h. 30 du matin.

La troisième part le mercredi, 29. Retour, le samedi, 2 mai, à 8 h. 30 du matin.

Chaque excursion part à 8 h. 35 du matin.

De Lafayette, l'excursion, aller et retour, coûte $3 50.

De Lake Charles à Lafayette on vendra des tickets spéciaux, aller et retour, pour $1 85. Total pour l'excursion à partir de Lake Charles $5 35.

Le *South*, Plaquemine, paroisse Iberville, du 18 avril :

Plaquemine est en train de devenir un centre manufacturier, et sera bientôt le principal marché au bois de charpente et de cyprès de l'Etat.

Nos cyprières fournissent un matériel inépuisable à nos scieries,et nos rivières, nos bayous offrent des voies de communication si nombreuses, qu'il est facile de pénétrer partout et d'opérer partout les transports. Puis, nous avons le chemin de fer et le fleuve, pour faire parvenir nos produits sur les différents marchés du globe

Nulle part, on ne trouve de plus beaux bois de charpente et en plus grande abondance ; aussi, les capitaux ont-ils vite affiné parmi nous, et c'est là le nerf de toutes les industries.

Voici un exemple qui donne une idée des progrès accomplis, sous ce rapport, par notre localité.

Il y 37 ans, Mr A. Wilbert arrivait à Plaquemine, sans un sou vaillant ; il n'avait pour lui qu'une excellente constitution et de bons bras. C'était un très bon ouvrier menuisier-ébéniste ; il trouva tout de suite de l'ouvrage, il gagna beaucoup d'argent et sut le conserver, à force d'économie.

A la fin de la guerre entre le Nord et le Sud, Mr Wilbert se trouvait ruiné comme tous les autres ; il se remit bravement au travail. Comme il avait des enfants, il fallait trouver de l'emploi pour les plus âgés ; il essaya de monter une scierie à Plaquemine, près de la Digue. On l'appela d'abord la scierie Martinneveux et Wilbert. A la mort du premier, le dernier prit toute l'affaire en main et commença l'édifice de sa fortune.

Le bois de charpente étant très recherché sur le marché, M. Wilbert fut obligé de construire une nouvelle scierie à l'endroit nommé Big Jim. Il acheta les machines les plus perfectionnées et se mit à même d'expédier 30,000 pieds par jour.

Il y a trois ans, il établit une fabrique de bardeaux qui peut lui en donner 45,000 par jour.

En juin dernier, tout son établissement fut détruit par un incendie ; il perdit 2,000,000 de bardeaux, mais, en moins de six semaines, la fabrique fut relevée. Il vient d'ajouter des améliorations à ses deux grandes scieries.

A Big Jim, il a de nouveaux cylindres de 24 sur 30 pouces, 3 chaudieres de 3 pieds de diamètre et de 26 pieds de profondeur.

A Plaquemine, grâce également à ses nouvelles emplettes, il peut fournir 25,000 pieds par jour.

M. Wilbert possede aussi une fabrique de portes, fenêtres, volets et planches. Un chemin de fer relie Big Jim au fleuve. Il a environ 5000 énormes troncs de cyprès, toujours prêts à être transformés en bois de charpente ou en bardeaux.

Sa fabrique de boucauts, de barils, de douves, de bardeaux fonctionne toujours ; elle occupe de 80 à 100 ouvriers.

La raison sociale est A. Wilbert et Fils. Les enfants sont au nombre de sept, tous valides, sobres, industrieux, respectables et respectés. Chacun d'eux a une spécialité, et toute la fabrique marche avec un ordre parfait. Ce sont nos plus gros propriétaires. Le succès de M. Wilbert est une preuve entre mille de ce que peuvent faire l'esprit d'industrie et d'économie dans un pays comme le nôtre. M. Wilbert a maintenant 70 ans ; il n'est pas le moins actif de sa famille.

—Voici le moment, pour nos autorités, de forcer les administrateurs du chemin de fer Texas Pacific à se mettre en règle avec leur charte, et de réparer leur voie comme elle devrait l'être. L'état actuel en est déplorable ; c'est un véritable scandale. L'avocat de notre ville a été dernièrement une entrevue avec le surintendant de la division ; il faut espérer que les choses s'arrangeront vite et facilement.

Nous publierons, demain, mercredi, la **suite de nos nouvelles de la Louisiane.**

Photographies des enfants faisant leur Première Communion, une spécialité, chez L. Robira, rue Royale, 245.

Toute fête a son lendemain. Les mêmes individus qui accueillaient lundi avec une jubilation féroce la ruine du cabinet Ferry se lamentent. A présent, en voyant les heures et les jours fuir sans apporter de solution, et ils n'ont pas tort de se lamenter. Quel effet le Tonkin produit sur l'esprit public dans le pays ! Quel détriment pour la République ! Toutes les rengaines dont on se flattait d'avoir fait justice, relativement de mise : Cette Chambre ne fait ce qu'elle veut ni ce qu'elle peut ; ce régime ne comporte ni une action militaire ni une action diplomatique suivie ; tout y est sacrifié aux passions et aux intérêts électoraux . . . Voilà ce qui se dit et se pense depuis trois jours, et il faut convenir que les faits ne sont pas pour prouver le contraire. Déjà les partis hostiles en font leur profit. Deux jours durant, les bonapartistes ont pu se croire les arbitres de la situation. Tandis que la rue acclamait M. de Cassagnac, les députés républicains battaient des mains aux propositions de M. Cunéo d'Ornano et de M. Le Provost de Launay. Il a fallu que l'un d'entre eux, hier, dépassât la mesure pour que la Chambre se ressaisit, et lui fermât la bouche. Ce n'est rien, si l'on veut, mais c'est tout de même quelque chose ; abandonnons-nous, perdons le sens, et nous verrons ce parti émerger de l'abîme, relever la tête, parler en maître. La Chambre aurait résolu de travailler pour lui qu'elle n'eût pu mieux s'y prendre.

Les médecins rangent toute une classe d'individus sous le nom d'*impulsifs*. Ce sont des gens qu'une force irrésistible pousse à accomplir un acte au moment même où la conception de cet acte se présente à leur esprit. Ils ne réfléchissent pas, ils ne calculent pas, ils n'ont pas conscience : ils subissent l'impulsion. C'est cet acte pas précisément la folie, mais il y ressemble, et il y conduit fois il y mène. Ne disait-on pas que tous nous sommes tous en France, depuis cette fatale dépêche du dimanche, des impulsifs et des inconscients ? En tous cas, l'effet est le même, c'est-à-dire que nous contemplons les suites de nos propres actes avec une stupeur au moins égale à celle des malheureux malades dont il s'agit. Si la Chambre s'était doutée, lundi dernier, de ce qui allait arriver, qui peut répondre qu'elle eût agi comme elle a fait ? Mais non : l'impulsion de ce jour-là était de jeter à bas les ministres et de piétiner avec entrain sur leurs corps, quitte à ne pas pouvoir en trouver d'autres. Conséquences : le trouble des esprits, le malaise des affaires, et une réaction inévitable au Parlement comme dans l'opinion ou faveur d'hommes odieusement traités, quelles que puissent être, en somme, leurs erreurs ou leurs fautes.

Non, le parti républicain n'en est pas encore arrivé à comprendre cette vérité élémentaire, qui fait la force du gouvernement d'opinion en d'autre pays, à savoir qu'on ne maltraite pas, qu'on ne vilipende pas impunément des hommes acceptés la veille pour chefs, et sous la conduite desquels on était heureux de marcher. Nos groupes parlementaires ne se rendent pas compte encore que les coups qu'ils portent à leurs hommes d'Etat retombent sur eux-mêmes, et frappent jusqu'au régime politique dont ils se réclament. On pardonne d'ailleurs leurs torts aux individus, plutôt qu'on n'oublie des scandaleuses injustices des partis ; il suffit parfois du spectacle des unes pour réhabiliter à moitié les autres dans l'opinion. Ce n'est pas la première expérience de ce genre que fait en ce moment la Chambre, et de n'est pas la moins amère. Il en sera une leçon dont les députés actuels n'auront peut-être pas tous l'occasion de profiter par la suite, mais dont le pays et les successeurs qu'il leur donnera feront bien de se souvenir.

Photographies des enfants faisant leur Première Communion, une spécialité, chez M. Robira, rue Royale, 245.

Dans une bourgade que nous pourrions nommer, une cinquantaine d'individus hurlaient en demandant la tête du maire. La brigade de gendarmerie survint.

—Qui demande la tête du maire ?

—Moi, répond héroïquement un irréconciliable de l'époque.

—Qui êtes-vous ?

X..... cordonnier.

—Immédiatement, au lieu de demander sa tête, demandez donc ses pieds.

Une Page d'Histoire.

Sous ce titre, la Revue politique et littéraire publie l'article suivant :

En 1836, la France avait, depuis six ans, pris pied en Agérie, et cependant ni le gouvernement ni l'opinion publique n'avaient de sentiments arrêtés sur la valeur de notre conquête et sur l'extension qu'il fallait lui donner. "Les Chambres, dit un écrivain orléaniste, M. de Nouvion, n'accordaient qu'avec une répugnance marquée l'argent qui allait se perdre dans une guerre dont le résultat était tout négatif, puisque, au bout de tant d'années, nous étions toujours confinés dans Alger, Bône, Oran et dans quelques bourgades de la côte" (Histoire du règne de Louis-Philippe, tome IV.) Selon M. Louis Blanc, de tout les personnages marquants, M. Thiers était le seul qui eût relativement à l'Afrique, une volonté forte. "L'Algérie, dit-il, plaisait à M. Thiers comme pépinière de soldats. Si nos troupes n'y apprenaient pas à se tenir debout et inébranlables devant la gueule des canons, elles s'y accoutumaient à jouer avec le péril, à supporter les privations, à mener la vie de bivouac, à surmonter la nostalgie" (Histoire de dix ans, t. V, p. 159) L'historien de Dix ans ne se fait à l'histoirien du Consulat et de l'Empire qu'un reproche : "Pas plus que le gouverneur général de l'Algérie, il ne s'était élevé à l'idée de colonisation par l'Etat, idée qui ne paraissait impraticable que parce qu'elle était grande" (Histoire de dix ans, V. 163).

Le maréchal Clauzel, gouverneur de l'Algérie, avait proposé à M. Thiers, au mois d'avril, un plan d'opérations qui lui paraissait propre à assurer, à bref délai, l'occupation entière et la pacification générale de la régence. Arracher Constantine et Tlemcen à Ahmed-bey était, selon le maréchal, ce qu'il y avait de plus pressé à faire en Afrique, et il demandait, pour aborder avec succès cette entreprise, un effectif de 30,000 combattants et 5,000 fantassins indigènes. M. Thiers, "toujours penché sur la carte", paraissait fort disposé à accepter ce programme, lorsque le ministère du 22 février fut congédié par le roi, à l'occasion des affaires d'Espagne, et le comte Molé appelé à la présidence du conseil. Le chef du cabinet du 6 septembre, esprit circonspect et timide, refusa les renforts que le maréchal avait fait demander à Paris par son aide de camp, M. de Rancé, et il le laissa à ses seules forces comme à sa propre inspiration.

Le maréchal Clauzel avait nommé bey de la province de Constantine notre protégé Yousseouf, et Youssouf ne cessait de lui souffler la confiance. "Que craignait-on ? Il ne s'agissait, en réalité, que d'une promenade militaire, les tribus étaient disposées à se soumettre ; Constantine n'attendrait pas une attaque et s'empresserait d'ouvrir ses portes" (Histoire de dix ans, V. 165). Ces explications et ces promesses eurent raison du maréchal ; il se décida, en plein mois de novembre, à entreprendre à lui seul cette expédition avec les 7,000 hommes dont il disposait et que, peu de jours auparavant, par la bouche de M. de Rancé, il avait lui-même représentés comme tout à fait insuffisants.

Karemment une campagne aussi importante fut entreprise avec autant de précipitation et dans des circonstances aussi défavorables. Les fièvres sévissaient dans toute la province, le temps était affreux, les hôpitaux encombrés de malades. L'armée "manquait des moyens de transport et d'approvisionnement que la plus vulgaire prévoyance commandait de lui assurer. De 1,500 mulets que Youssouf s'était engagé à faire fournir par les tribus, il n'en vint que 450. On n'avait pas assez de voitures et une partie de celles qu'on avait ne purent être attelées. Le service même de l'ambulance n'était qu'incomplètement organisé. Enfin, l'armée n'emportait que quinze jours de vivres et 160 coups de canon. On n'aurait pu se donner à de plus faibles moyens s'il s'était agi d'une promenade militaire en pays de paix" (Nouvion, loc. cit., p. 131).

Ce qui suit, on le sait, le monde le sait. Après neuf jours d'une marche pénible, au milieu de la pluie, de la neige, d'obstacles de toutes sortes, l'armée arriva devant les portes de la ville et la trouva, à l'ombre du drapeau rouge, résolue à se défendre jusqu'à la dernière cartouche. La position était formidable : de trois côtés, on avait large de 60 mètres ou grondait [illegible] Rummel, présentant pour escarpe et contre-escarpe un rocher à vif ; du quatrième, des remparts en excellent état : partout un sol détrempé par les pluies, où il était impossible de faire manœuvrer les canons. Après plusieurs combats sanglants, les deux attaques simultanées de la nuit du 23 échouèrent : dans la première, le général Trézel eut le cou traversé par une balle presque mortelle, un officier d'état-major fut tué, le capitaine Grand et le commandant Richepanse, des haches avaient manqué pour enfoncer une porte bardée de fer, que ne pouvaient entamer ni les crosses de fusil ni les baïonnettes" (L. Blanc, *Hist. de dix ans*, t. VI, p. 268). Epuisés de faim et de froid, manquant de munitions, n'ayant plus que 30 coups de canon à tirer, nos soldats durent battre en retraite. La retraite fut admirable, mais terrible, une vraie retraite de Russie où le vieux héros des Arapiles se retrouva tout entier et où commença la brillante renommée du jeune Changarnier. Le maréchal n'avouait que 750 morts ou blessés ; des témoignages certains permirent d'évaluer à près de 3,000 le nombre des hommes qui perdurent la vie soit sous les armes, soit dans les hôpitaux de Bône et d'Alger.

"Nous avions éprouvé, en Afrique, un échec éclatant, presque humiliant. Une armée commandée par un maréchal de France et au milieu de laquelle marchait l'un des fils du roi—le duc de Nemours —avait été contrainte de reculer devant les Arabes, en sonnant le chemin de ses cavernes. . . . Ce ne demandait avec anxiété l'issue d'une avec colère comment une expédition, depuis si longtemps projetée et annoncée, avait pu être entreprise dans des conditions où tout semblait conjurer pour la faire échouer. Les amis politiques du maréchal accusaient le gouvernement de trop tarder à approuver, regrettaient la faute sur le maréchal. Mais ce qui fut surtout remarquable, c'est l'unanimité avec laquelle le sentiment public se prononça en cette occasion pour la conservation, pour l'extension de notre conquête. Il semblait que chacun de nos revers nous la rendît plus précieuse comme il arrive de ces enfants auxquels on s'attache d'autant plus qu'on a eu plus de peine à les élever. Dans tous les partis, il n'y eut qu'une voix pour reprocher à la prise de Constantine, quelques efforts qu'elle dût coûter, comme un devoir d'honneur, comme une nécessité pour la sécurité de notre établissement en Afrique". (Nouvion).

Et, de même, M. Louis Blanc :

"Loin de me décourager, l'opinion publique se déclara pour la conservation de l'Afrique avec plus de fougue et d'énergie qu'on jamais. Toute âme française jura, dès ce moment, la prise de Constantine. Sous le coup des plus cruels revers, sous le poids d'énormes sacrifices, l'instinct du peuple servait avec une étonnante sûreté la grandeur de la France, l'accomplissement de ses devoirs à l'égard du monde ; et rien qu'à l'irritabilité ardeur de notre volonté il se pouvait reconnaître qu'elle avait eu vent d'une loi véritablement providentielle que nous avions la Méditerranée à rendre française et l'Algérie à garder" Loc. cit., p. 172.

Le ministère Molé avait refusé au maréchal Clauzel les secours que celui-ci avait demandés avec la plus vive insistance : il était, lui, au premier chef, comptable d'improvoyance et d'imprévision. Personne pourtant, ni M. Thiers, ni M. Lafitte, ni M. Arago, ni M. Berryer, ne proposa de le renverser, encore moins, selon le mode carthaginois, (Voy. Tite-Live, XXII, 6. C'est après la bataille de Cannes et la défection des alliés ; "Nec tamen ex cunctis défectionemque sociorum queremur in pacis quoquam animo quod Romanos fecerit, neque ante consulto Rome adventum, nec postquam is rediit renovavitque memoriam sceleris pigulis. Quo in tempore ipso adeo magno animo civitas fuit, ni consuli ex tanta clade, cujus ipse causa maxima fuisset, redeunti et obviam itum frequentes ut omnibus ordinibus sit et gratiæ actæ, quod de republica non desperasset : qui si Carthaginiensium ductor fuisset, nihil reconsendum supliicii foret.) " de le mettre en accusation. Au nom des républicains, M. Louis Blanc, rédacteur en chef du *Bon sens*, poudamnait "le parti que cherchaient à tirer de l'événement les passions politiques de toutes parts déchaînées." Le *National*, la *Minerve*, le *Courrier français*, commentèrent le fameux passage de Montesquieu : "Ce n'est pas ordinairement la perte réelle que l'on fait dans une bataille (c'est-à-dire celle de quelques milliers d'hommes), qui est funeste à un Etat, mais la perte imaginaire, le découragement qui le privent des forces mêmes que la fortune lui avait laissées." (Grandeur et décadence des Romains, ch. IV, parallèle de Carthage et de Rome.)

Maintenu au pouvoir par le patriotique accord de la majorité et de la minorité de la Chambre, le ministère Molé commença par se leurrer d'une espérance de paix : le général de Damrémont, qui avait remplacé le maréchal Clauzel, ne marqua ses débuts que par une démonstration dans le district de Blidah, et le général Bugeaud, commandant de la province d'Oran, courbat avec l'émir Abd-el-Kader le traité de la Tafna. Mais aussitôt, dans la métropole, parmi tous les patriotes, les libéraux que menait M. Thiers, les républicains qui se groupaient autour de M. Arago, les légitimistes qui avaient M. Berryer pour chef, les militaires qui avaient acclamé le maréchal Clauzel vaincu, un grand cri d'indignation éclata :

"Quoi ! s'écria M. Louis Blanc, après tant de sacrifices en hommes et en argent, après tant d'années employées à combattre, on faisait cadeau à notre cruel ennemi de l'ancienne régence presque tout entière ! quoi ! l'on condamnait la France à camper misérablement sur le littoral pressée, resserrée, étouffée entre l'ennemi et la mer ! Quel revers nous avait donc réduits à un tel acte d'humilité dans notre ambition ? Le traité qui nous dépouillait était-il le résultat forcé de quelque terrible défaite, de quelque irréparable désastre ? Ellons-nous en Afrique sans ressources, sans armée ? Non, car 15,000 hommes avaient été réunis à Oran ; des dépenses considérables avaient été déjà faites pour une campagne : une guerre à mort était annoncée ; le soldat était sûr de vaincre. Et c'était du sein des plus formidables préparatifs qu'on faisait sortir une paix semblable !" (L. Blanc, loc. cit., p. 237).

Ainsi, au lendemain de l'effroyable retraite de Constantine, parlait au nom des démocrates et des socialistes le rédacteur en chef du *Bon Sens* ; et tous ses amis, tous ses alliés du moment, depuis les républicains les plus audacieux, M. Lestro-Rollin et M. Marrast, jusqu'aux dynastiques les moins suspects, M. Odilon Barrot et M. Thiers, se joignirent aux officiers d'Afrique, les Changarnier, les Cavaignac, les Bedeau, les Lamoricière, les Bourjolly, les Duvivier, dans un même cri de réprobation et de colère. Pour le général de Damrémont, il déclara très nettement, dans un rapport à M. Molé, que s'il avait accepté d'aller en Afrique c'était pour entreprendre une seconde expédition de Constantine, que l'honneur national commandait cette marche en avant, que la France l'attendait comme la réparation d'une injure et que, si les préparatifs pour une nouvelle campagne contre Ahmed-bey ne commençaient pas sans retard, lui, officier français, soldat d'Austerlitz et d'Iéna, fait colonel par Napoléon sur le champ de bataille de Lutzen, il ne consentait pas à aller une heure de plus.

M. Molé entendit la voix de l'armée et de la nation ; dans les derniers jours du mois de septembre 1837, le corps expéditionnaire se mit en marche.

Le vendredi 13 octobre, au soir, le drapeau français flottait pour toujours sur les murs de la kasbah de Constantine.

JOSEPH REINACH.

Le correspondant parisien du *Times* rend compte d'une entrevue qu'il a eue avec M. Jules Ferry avant le départ de celui-ci du quai d'Orsay.

Le ministre démissionnaire était moins communicatif qu'à l'ordinaire, mais il paraissait déjà remis de la première émotion et il parlait de sa chute et de la désertion de tous les vaincueurs avec le sangfroid d'un homme qui, pendant qu'il était au pouvoir, avait eu le temps de réfléchir à ce qui l'attendait tôt ou tard.

"Ce n'est pas le pouvoir que j'aime, mais la lutte—dit M. Jules Ferry, en souriant. Après la journée de dimanche, je voyais qu'il m'était impossible de continuer la lutte et que je ne pouvais plus rester au pouvoir. On vint me proposer, dans l'intérêt de l'union des gauches, de monter à la tribune et de lire, sur que la demande d'un crédit de 200 millions du Tonkin était le dernier acte du cabinet. Je répondis que je voulais tomber à la suite d'un vote de la Chambre et non pas de mon propre gré, et je tombai dès le premier vote qui m'en fournit l'occasion.

"Il n'a pas publié les dépêches telles qu'elles m'étaient parvenues, car je ne crois pas que les généraux s'attendent à ce qu'on livre à la publicité toutes les choses qu'ils disent.

"Ce serait fort dangereux, et un tel système les engagerait à cacher des faits au gouvernement, ce qui créerait à ce dernier une situation aussi ridicule que périlleuse. Mais dimanche, en raison des accusations réitérées de falsifications, j'ai fait publier en entier les dépêches que j'avais reçues, et on a eu l'occasion de voir l'impression produite et les conséquences qui en sont résultées."

Le cardinal Guibert, archevêque de Paris, dont la santé était depuis quelque temps assez chancelante, a été, le 3 avril au matin, d'une crise d'étouffement tellement forte que son entourage s'en est alarmé immédiatement, et que Mgr Richard, coadjuteur avec succession du cardinal, s'est rendu auprès des chanoines réunis en chapelle à l'occasion de la semaine sainte, pour les prier de ne pas se séparer avant de connaître l'opinion des médecins sur la maladie de Son Eminence.

Le docteur Vignolo, médecin du cardinal, est arrivé aussitôt et a prodigué ses soins au malade.

Le dernier bulletin de santé, rédigé ce matin à dix heures, constate une amélioration sensible. La crise ne s'est pas